

## Le Monde 経済記事精読 (小林) 7月 (07/19)

(記事が少し長いので、論旨が見通し易くなるよう、冒頭の一ページ半弱と途中の一節に訳を付けた。授業で実際に訳してもらう量は、5ページ未満)

2025年のフランス社会は、200年近く前のバルザック『ゴリオ爺さん』さながら富裕層の子女が莫大な財産を相続し、その結果として格差が拡大する一方、という分析。

但し、*Le Père Goriot* は言わばこの二行のために言及されているだけで、その部分には訳を付けましたから、小説を読まなくても記事は充分理解できます。

と申しているにも拘わらず律義な方が、「二時間の授業のために *Le Père Goriot* など読んでられない、だから授業に申し込まない」ということになると困るので、非常に便利な本をご紹介します：

バルザック「人間喜劇」セレクション (藤原書店)  
別巻2『バルザック「人間喜劇」全作品あらすじ』(3800円+税)

「二時間の授業のためにこんな支出をする気にはなれない、だから申し込まない」ということになっても困るので、代りにウィキペディアの記事から粗筋をコピー (多少表記・文言を変更)：

<https://ja.wikipedia.org/wiki/ゴリオ爺さん>

小説は、パリのパンテオンの裏手にある下宿屋ヴォケール館の叙述から始まる。下宿人達の中に、法学生ラスティニャック、ヴォートランなる謎めいたアジテーター、隠居したヴァーミセリ作り (製麺業者) のゴリオという老人がいた。住人達はいつも、この老人を嘲りの目で見えていたが、老人が上流階級に嫁いだ二人の娘に金を工面するために破産したことを知る。

南フランスからパリに上ってきたラスティニャックは、上流階級に憧れを抱く。彼は中々そこに入り込めずにいたが、従姉妹で社交界の花形だったボーセアン子爵夫人から処世術の手ほどきを受ける。彼女の紹介で知り合ったゴリオ爺さんの娘の一人デルフィーヌに惹かれていき、田舎でつましく暮らす家族からの、なけなしの送金を使い込んでしまう。

ヴォートランはラスティニャックに、ヴォケール館に住む娘ヴィクトリーヌを恋人にす

るよう勧める。兄のせいで父の遺産を相続できずにいるヴィクトリーヌのために、ヴォートランは決闘で兄を殺してラスティニャックの前途を開こうと言い出す。

ラスティニャックはこの計画に乗ることは断るが、上流社会で現実的な生き方をしろという教えは心に留める。やがて住人達はヴォートランがお尋ね者で、*trompe-la-mort* (不死身) と呼ばれる悪党の親玉であることを知る。ヴォートランは仲間を使ってヴィクトリーヌの兄を殺害させるが、その当日自らも住人の前で警察に逮捕されてしまう。

一方ゴリオは、ラスティニャックがわが娘デルフィーヌに恋していることには好意的で、娘が夫に虐げられていることに怒りを覚えていた。その上、もう一人の娘アナスタジーが恋人の借金のために家の宝石を売ってしまったことを知ると、自分の無力さに打ちひしがれ、悲しみの余り卒中になってしまう。

ゴリオは死の床にありながらデルフィーヌにもアナスタジーにも見舞ってもらえず、娘達の親不孝に激怒しながら死んでいく。ゴリオの葬儀に列席したのはラスティニャックと召使のクリストフ、それに二人の雇われ泣き男だけだった。

葬儀が終わるとラスティニャックはペール・ラシェーズ墓地の高みに登り、灯りのともり始めた夕暮れのパリ、ヴァンドーム広場の円柱とアンヴァリッドの円屋根に挟まれたあたり、自分が入り込もうとする上流社交界が棲息している場所を見下ろし、

「今度は、俺とお前の一対一の勝負だ！」( *A nous deux maintenant!* )

と叫ぶ。そして、上流社会に投げ付けた挑戦の第一歩として、デルフィーヌの屋敷の晩餐に行く...

注：ラスティニャックの叫びは、「人間喜劇」セレクション『ペール・ゴリオ』の訳文を用いた。

## Comment la France est redevenue une société d'héritiers

*Le Monde* du 7 mai 2025, Béatrice Madeline

C'est un chiffre qui donne le vertige. D'ici à 2040, 9.000 milliards d'euros de patrimoine détenus par les Français les plus âgés seront transmis à leurs enfants, selon une note de la Fondation Jean Jaurès, publiée en novembre 2024. Soit, chaque année, 677 milliards d'euros. Une «*grande transmission*», qui représentera «*le plus grand transfert de richesse de l'histoire*», en partie lié à l'arrivée à la retraite de la génération du baby-boom. Mais qui illustre également, en creux, un autre phénomène : la France du XXI<sup>e</sup> siècle est redevenue une société d'héritiers.

めまいのするような数字がある。今から2040年までに、フランスの高齢者の持つ9兆ユーロの資産を子供達が相続する (selon une note de la Fondation Jean Jaurès, publiée en novembre 2024)。毎年6770億ユーロ (1ユーロ162円として約110兆円) で、歴史上最も巨額の資産移転だ。ベビーブーマーの世代が退職する時期であることも関係している。しかしこれは、間接的にもう一つの現象を示す：21世紀のフランスは再び、富裕な相続者達が幅を利かせる社会になった。

A savoir, «*une société dans laquelle l'héritage pèse plus que le travail dans la constitution du patrimoine, expliquait Mélanie Plouviez, maîtresse de conférences en philosophie sociale et politique à l'université Côte d'Azur, dans un entretien au Monde le 31 mars. Cette mécanique de l'hérédité façonne un ordre social dans lequel les plus grandes fortunes sont réservées aux individus issus de familles riches. Les autres peuvent, grâce à leurs efforts, à leur mérite ou à leurs diplômes, obtenir de fortes rémunérations, mais il leur est impossible d'atteindre les positions patrimoniales les plus élevées*». L'ouvrage qu'elle vient de publier sur le sujet, *L'Injustice en héritage. Repenser la transmission du patrimoine* (La Découverte, 368 pages, 23 euros), dresse un tableau inquiétant de l'explosion des inégalités de patrimoine dans notre pays et de son corollaire, la part croissante de la fortune héritée.

言い換えるならば、「個人資産の形成において、労働よりも相続財産の方がウェイトが高い社会だ。相続のメカニズムにより、莫大な財産を手にするのができるのは金持ちの家に生まれた人間達のみ、という社会構造が形成される。それ以外の者達は、自分の努力、能力あるいは学歴により、多額の報酬を得ることが可能だが、最高レベルの資産を持つには至らない」(expliquait Mélanie Plouviez, maîtresse de conférences en philosophie sociale et politique à l'université Côte d'Azur, dans un entre-

ten au Monde le 31 mars)。このテーマについて彼女が発表した著書 *L'Injustice en héritage. Repenser la transmission du patrimoine* は、フランスにおける資産格差の爆発的な拡大と、その帰結として、相続財産の占める割合の上昇を描く。

Ces dernières années, plusieurs publications sont venues étayer ce constat préoccupant à plus d'un titre. A l'exemple du rapport remis, en décembre 2021, par le Conseil d'analyse économique (CAE) – un organisme rattaché au premier ministre : «*L'héritage redevient un facteur déterminant dans la constitution du patrimoine des pays industrialisés*», détaillent les quatre auteurs, Clément Dherbécourt, Gabrielle Fack, Camille Landais et Stefanie Stantcheva, économistes reconnus pour leurs travaux sur les inégalités.

ここ数年の間に複数の論文等が、この懸念すべき事実を裏付けている。一つ上げれば Conseil d'analyse économique (首相直属?の経済分析評議会) の報告 (remis en décembre 2021) は述べている：「先進国における個人資産の形成について、親からの相続が再び決定的な要素となった」(détaillent les quatre auteurs, Clément Dherbécourt, Gabrielle Fack, Camille Landais et Stefanie Stantcheva, économistes reconnus pour leurs travaux sur les inégalités)。

### **Revenus du travail en recul 労働所得の後退**

C'est particulièrement vrai en France, où la fortune héritée représente aujourd'hui 60% du patrimoine national. Au début des années 1970, cette part n'était que de 35%. Un quasi-doublement en un demi-siècle, qui s'est traduit par une concentration extrême : 10% des Français détiennent désormais plus de la moitié – 54% exactement – de la richesse du pays. Lorsque les 50% les plus pauvres en détiennent moins de 5%. Les 10% les plus riches possèdent ainsi près de 80% des actifs financiers et professionnels. Un niveau comparable à celui du XIXe siècle.

この現象はフランスにおいて特に顕著で、国民全体の有する資産の60%が、相続財産である。70年代初めには35%でしかなかった。半世紀に間に殆ど倍増したわけで、その結果資産が極端に集中することとなった：フランス国民の10%が富の54%を所有し、低所得の50%の人々は、富の5%未満しか所有していない。その結果、上位10%の富裕層は金融資産及び経営する企業等の資産の80%を手に入れている。19世紀と同じレベルだ。

A plus d'un égard, la France de 2025 ressemble beaucoup à celle, ultra-inegalitaire, croquée en 1835 par Balzac dans *Le Père Goriot*, rappelle Méla-

nie Plouviez. L'ambitieux Rastignac comprend que, s'il veut devenir riche, travailler ne suffira jamais : la seule option serait d'épouser une jeune héritière, comme Victorine Taillefer – même si, pour y parvenir, il lui faudrait d'abord tuer son frère... ce qu'il ne se résoudra pas à faire.

色々な意味で2025年現在のフランスは、1835年にバルザックが『ゴリオ爺さん』で描いた極端に格差のあるフランスによく似ている (rappelle Mélanie Plouviez)。野心家のラスティニャックは、金持ちになるには働くだけでは絶対的に足りない、唯一の選択肢は、ヴィクトリーヌのような金持ちの跡取娘と結婚することだと悟る。但しそれを実現するには、まず彼女の兄を殺さねばならない。ラスティニャックはどうしてもその決心がつかない...

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il convient de se replonger dans l'histoire des cent dernières années, largement documentée par les travaux de Thomas Piketty, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et auteur du best-seller *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013). En 1914, les inégalités françaises culminent à des sommets. Mais les deux guerres mondiales, avec leur lot de destructions et de faillites d'entreprises parfois suivies de nationalisations, réduisent brutalement la part du patrimoine dans la richesse du pays. Les cartes sont redistribuées, la France de Rastignac disparaît. D'autant qu'après 1945 l'inflation mine les fortunes, tandis que les «*trente glorieuses*» voient l'avènement d'un salariat plus nombreux et bien rémunéré, grâce à une croissance économique soutenue. Dans le même temps, la construction de l'Etat-providence et la mise en place d'un système redistributif puissant limitent le poids des transmissions dans la richesse.

Mais cette tendance s'érode, puis s'inverse avec les différentes crises économiques à partir des années 1970. La croissance ralentit, freinant avec elle les revenus du travail. Les récessions engendrent du chômage. En revanche, les patrimoines, eux, profitent de la forte hausse de l'immobilier et de la Bourse. Surtout, dès les années 1980, des réformes successives dégradent peu à peu la progressivité de la fiscalité. Si bien que, aujourd'hui, l'assiette de l'impôt sur les successions est criblée de multiples exemptions, abattements et niches fiscales. A l'exemple de l'assurance-vie, le placement favori des Français, qui permet de transmettre une enveloppe libre de droits (jusqu'à 152.500 euros par bénéficiaire) – c'est d'ailleurs l'un de ses

principaux arguments marketing.

Sans surprise, ces différentes niches profitent aux plus aisés. Anne Brunner et Louis Maurin, de l'Observatoire des inégalités, rappellent que la fiscalité française permet aujourd'hui à un couple de transmettre 400.000 euros net d'impôts à ses deux enfants. En jouant savamment sur toute la gamme des exemptions, la somme ainsi transmise en franchise peut atteindre 1 million d'euros. «*L'impôt sur l'héritage n'entrave en rien la transmission des grandes fortunes*», résume M.Maurin. L'optimisation fiscale et l'ingénierie patrimoniale sont d'ailleurs devenues un métier à part entière, qui ne s'est jamais si bien porté.

Dans le même temps, l'ascenseur social, qui fonctionnait à plein durant les «*trente glorieuses*», est tombé en panne. Si le mythe de l'égalité des chances est encore vivace dans notre pays, il correspond de moins en moins aux faits. Un chiffre l'illustre : il faut, en France, plus de six générations à une personne du bas de la distribution des revenus pour rejoindre la moyenne des revenus, selon l'Organisation de coopération et de développement économique. C'est plus qu'aux Etats-Unis (cinq générations), que la moyenne de la zone euro (quatre et demie) ou qu'en Espagne (quatre).

Une note toute récente de Tristan Loisel et Michaël Sicsic, publiée le 23 avril par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), démontre également qu'une fois qu'un individu est entré dans la vie active, il tend à rester dans la même échelle de rémunération. Près des deux tiers des personnes qui ont entamé leur carrière en 2003 n'ont pas changé de catégorie dix-huit ans plus tard. Preuve, s'il en fallait, qu'il est extrêmement difficile aujourd'hui de s'enrichir significativement avec les seuls revenus du travail. Au risque de «*rétablir une société dans laquelle le poids des dynasties patrimoniales l'emporte sur les résultats de l'effort et du travail*», insistent Alexandre Ouizille, sénateur socialiste de l'Oise, ainsi que Théo Iberrakene et Boris Julien-Vauzelle, tous deux hauts fonctionnaires, dans la note pour la Fondation Jean Jaurès déjà citée. Et d'alimenter le ressentiment des classes moyennes, sur lequel prospère le populisme d'extrême droite.

## reproduction sociale

Une perspective qui n'est pas propre à la France : le magazine britannique *The Economist*, notoirement libéral, faisait ainsi sa couverture du 27 février sur l'émergence d'une «*héritocratie*». En 2025, rappelle-t-il, les habitants des économies avancées devraient hériter de près de 6.000 milliards de dollars (5.600 milliards d'euros), soit 10% du produit intérieur brut des pays concernés, contre 5% au milieu du XXe siècle. Une tendance susceptible de menacer les fondements même du capitalisme en tuant l'esprit d'entreprise, souligne l'hebdomadaire, en accentuant des clivages sociaux et en érodant le consentement à l'impôt.

Car le patrimoine, quand il se transmet de père en fils (et plus rarement, il est vrai, de mère en fille), tend en effet à être «*inefficace*» économiquement. Comprendre : en s'autoentretenant au travers des placements boursiers, financiers, voire de nouvelles classes d'actifs comme les cryptoactifs, il alimente peu l'investissement ou l'innovation. Cela, au détriment de la croissance potentielle, et donc, des salariés, dont les revenus sont fortement corrélés au dynamisme économique et à l'activité.

De plus, avec l'allongement de l'espérance de vie, le patrimoine se concentre de plus en plus dans la poche des seniors : parmi les ménages qui ont hérité au cours de leur vie, six sur dix ont plus de 60 ans, indique l'Insee. Un âge auquel on a davantage tendance à thésauriser qu'à lancer sa start-up ou à placer ses fonds dans le capital-investissement pour aider les entreprises à grandir. Entre 60 et 69 ans, le taux d'épargne moyen est de 18%, contre moins de 10% avant 40 ans. Et selon une récente étude de la banque publique d'investissement Bpifrance, les plus de 50 ans constituent 28% de la population active mais ne représentent que 20% des créateurs d'entreprise.

その上、寿命が伸びたために、資産はますます高齢者の懐に集中している：何らかの相続を受けた世帯の中で、10分の6は60歳以上だ (indique l'Insee)。この年齢では人は、自らスタートアップ企業を立ち上げたり、他の企業が成長するのを助けるためにプライベート-エクイティ-ファンド (非公開株投資会社) に投資するよりも、溜め込む傾向があるのだ。Entre 60 et 69 ans, le taux d'épargne moyen (平均貯蓄率) est de 18%, contre moins de 10% avant 40 ans. 公的投資銀行 Bpifrance の最近の調査によれば、50歳以上の人間は労働力人口の28%を占めるが、企業設立者達の20%しか占

めない。

Les jeunes générations, elles, peinent davantage à s'installer dans l'âge adulte, en l'absence d'un pécule de départ – puisque celui-ci échoit le plus souvent à leurs parents. Et, n'en déplaise aux aspirants Rastignac, le mariage permet rarement de s'élever dans l'échelle sociale. *«De 1992 à 2015, les données montrent que les héritiers épousent en premier lieu des héritières, et inversement, atteste Nicolas Frémeaux, professeur d'économie à l'université de Rouen-Normandie. Appartenir au décile supérieur de la distribution des héritages multiplie par près de 4 la probabilité d'être en couple avec un conjoint appartenant lui-même au décile supérieur»*. Même encore au XXI<sup>e</sup> siècle, le choix d'un conjoint *«est loin d'être aléatoire»*, et la reproduction sociale joue à plein.

Pas étonnant, dès lors, que l'achat d'un premier bien immobilier soit désormais inaccessible à la plupart des jeunes. Bénéficiaire d'un don ou d'un héritage quand on est jeune permet d'augmenter de 15 points la probabilité de devenir propriétaire, selon une étude de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques. Parmi les jeunes accédants, quatre ménages sur dix déclarent avoir été aidés avant ou au moment de leur achat. *«Si l'on ne change rien, la classe moyenne qui parvient encore à accéder à la propriété sans hériter est vouée à disparaître à moyen terme»*, prévient le laboratoire d'idées Intérêt général, créé en 2019 et marqué à gauche.

Non seulement les jeunes peinent à se loger, mais ils se paupérisent. Autrefois concentrée sur les personnes âgées touchant de petites retraites – ou sans retraite du tout –, la pauvreté est désormais plus répandue chez les jeunes que dans les autres tranches d'âge. Les données publiées en 2024 par l'Insee sont spectaculaires. La proportion des 18-29 ans vivant sous le seuil de pauvreté (celui fixé à 50% du revenu médian) est ainsi de 10%, contre 8,1% pour l'ensemble de la population. Après 65 ans, elle tombe à 4,3%, deux fois moins.

Pour corriger ces inégalités, Thomas Piketty propose, depuis 2019 et son livre *Capital et Idéologie* (Seuil), de créer un *«héritage minimal»* pour tous, versé à l'âge de 25 ans. Celui-ci s'élèverait à 120.000 euros (soit 60% du patri-

moine moyen par adulte) et serait financé par un mélange d'impôt progressif sur la fortune et sur les successions rapportant 5% du revenu national. De quoi, selon lui, *«accroître le pouvoir de négociation de ceux qui ne possèdent rien, leur permettre de refuser certains emplois, d'acquérir un logement, de se lancer dans un projet personnel»*. La radicalité de sa proposition a suscité nombre de débats, sans être suivie d'effets.

Ajoutons que les nombreuses niches mitant la fiscalité sur les successions représentent un sérieux manque à gagner pour les caisses publiques. Tous les ans, plus de 350 milliards d'euros sont transmis au sein des familles. Sur ce montant colossal, seulement 20 milliards reviennent à l'Etat – donc à la collectivité – sous forme de droits de succession. A l'heure où l'Etat cherche fébrilement des dizaines de milliards pour réduire le déficit budgétaire, financer la transition écologique, le réarmement, remettre sur pied les services publics, pourquoi ne pas utiliser davantage ce levier redistributif? *«C'est un tabou politique, répond Clément Dherbécourt, l'un des trois coauteurs de la note du CAE. Les Français considèrent que l'héritage est le fruit du travail de toute une vie, transmis d'une génération à une autre. Tant que cette idée prévaudra, on ne changera rien, c'est émotionnel»*.

### **Impôt le plus honni**

De fait, dans tous les sondages sur le sujet, l'impôt sur les successions est le plus honni de tous. Sans doute parce que ces questions touchent à la conception même de la famille, celle où une vie d'efforts permet aux parents de transmettre quelque chose à leurs enfants, dans l'espoir d'améliorer leur vie. Certains chercheurs, comme Mélanie Plouviez, évoquent également une certaine méconnaissance de la fiscalité successorale. Pour preuve, *«elle est détestée par les franges les moins favorisées»*, explique la sociologue, alors que celles-ci ne sont pas concernées, puisqu'un abattement exonère de tout impôt les 100.000 euros transmis par enfant. Et cela inclut beaucoup de Français : selon l'Insee, 35% des transmissions portent sur moins de 8.000 euros, 62% sur moins de 30.000 euros. Seulement 15% des successions dépassent le cap symbolique des 100.000 euros. Plus de 80% des successions en ligne directe ne font donc l'objet d'aucune taxation, souligne le CAE.

Tétanisés par une opinion publique présumée farouchement opposée à toute réforme de l'héritage, les gouvernements successifs se gardent bien de mettre le dossier sur la table. A quelques abattements près, l'architecture de la fiscalité sur les patrimoines n'a guère bougé depuis 2012, date de la dernière réforme opérée par le président François Hollande, au début de son mandat. A l'inverse, les tentations d'alléger encore la taxation des héritages reviennent régulièrement dans le débat public. Lorsqu'il était en campagne pour la présidentielle, en 2022, le candidat Macron s'était prononcé contre la rente. Une fois élu, il n'en était plus question. Au contraire, il a annoncé son intention de réduire les droits sur les petites transmissions. Le Sénat, à son tour, a renoncé, à l'automne 2024, à retoucher le dispositif, face à la levée de boucliers.

*«Le travail est davantage imposé que la rente, et ce dans tous les grands pays, parce que c'est beaucoup plus simple, avance Edmund Shing, responsable de la stratégie d'investissement chez BNP Paribas Wealth Management et, à ce titre, fin connaisseur des dispositifs de taxation – comme des moyens d'y échapper. Le capital, ça peut bouger géographiquement, franchir les frontières, c'est volatil, il faut se coordonner entre pays... au fond, c'est très compliqué à taxer!». Une «mobilité» régulièrement avancée par les grandes fortunes elles-mêmes – tout comme par les multinationales – lorsqu'elles pressent les Etats de ne pas toucher à la fiscalité, assurant que cela dégraderait l'attractivité et la compétitivité du pays. Jusqu'ici, cet argument l'a toujours emporté, aux yeux des gouvernements, sur celui de la justice sociale.*